L'ÉDITO de Marie Toussaint,

Eurodéputée, activiste écologiste

ATTENTION : Vous me savez en campagne.
Cette lettre d'information est donc moins fréquente
mais vous pouvez suivre mes activités sur ce site
et évidemment sur mes réseaux sociaux.

VIGILANCE

https://4epk2.r.sp1-brevo.net/mk/mr/sh/1f8JAEjGcfF85y1wnSHOSbBLj0/s129WNFpRsfO

Dans le tumulte incessant du monde, il est facile de se laisser emporter par l'illusion de la victoire. Nous célébrons les avancées, nous nous réjouissons des succès, et nous pensons parfois que le combat est terminé. Mais en politique rien n'est jamais acquis. Jamais nous ne devons oublier le risque des reculs. Les femmes, aux Etats-Unis ou en Pologne, savent combien est fragile la liberté à disposer de leurs corps. Les salarié·es de France ont éprouvé récemment encore les coups de canif assenés au contrat social par la réforme des retraites ou la loi Travail. Il en est de même pour les questions environnementales. Prétextant des excès réglementaires, les droites européennes, de l'extrême-droite aux libéraux, s'allient depuis des mois contre toute mesure environnementale. Ils prétendent défendre les citoyennes et citoyens. Ils ne défendent que le statu quo et les profits de quelques-uns, au détriment de l'emploi pour le plus grand nombre (en particulier dans l'agriculture!), de la lutte contre la pauvreté et du climat.

Des exemples ? Hélas ils sont pléthore.

Bien sûr en France il y a eu la réponse navrante donnée par le gouvernement Attal à la crise agricole, qui témoigne des dangereux compromis avec les intérêts économiques à court terme, au détriment de notre santé. Face à la juste colère des paysannes et paysans le Premier Ministre a répondu notamment par la suspension du plan Ecophyto, qui vise à réduire l'utilisation des pesticides. C'est un exemple frappant de régression lorsque l'on sait combien les produits phytosanitaires empoisonnent les travailleuses et travailleurs de la terre. Mais le mal vient de plus loin. Souvenons-nous du scandaleux feu vert accordé à la licence européenne du glyphosate pour une décennie supplémentaire, malgré l'unanime opposition des experts et les protestations citoyennes. Rappelons la volte face d'Ursula von der Leyen, début janvier, avec le retrait de la proposition de réglementation sur l'usage durable des pesticides (SUR), un texte qui ambitionnait pourtant de réduire de moitié l'utilisation de ces toxiques au sein de l'Union. Sous prétexte de soutenir les agriculteurs, la Commission, comme le gouvernement français, enterrent une à une des mesures cruciales. Ces revirements successifs s'ajoutent au report *sine die* (comprenez « quand les poules auront des dents ») par la Commission de la révision de la réglementation sur les substances chimiques (REACH), qui aurait permis d'interdire les produits chimiques nocifs présents dans de nombreux articles de consommation courante, tels que les vêtements, les emballages alimentaires et les jouets. Enfin, lors de la récente séance plénière du Parlement européen, les factions de droite ont de nouveau uni leurs forces pour s'opposer à la protection de la biodiversité et des agriculteurs, en soutenant la dérégulation de nouveaux organismes génétiquement modifiés (OGM), créés à l'aide de nouvelles techniques d'édition du génome que l'agro-industrie voudrait nous présenter

comme « bios ». Vous parlez d'un progrès ! Voici donc le modèle agricole prôné par les conservateurs et les libéraux : une agriculture étroitement liée à l'agrochimie et dans une perspective unique de profit, au détriment de la souveraineté alimentaire européenne et de l'indépendance des agriculteurs.

Au détriment de la santé, aussi. Il suffit pour s'en convaincre de contempler les derniers atermoiements de Bruxelles à la fois sur les dossiers de la qualité de l'air ambiant et celui des émissions industrielles. Le premier - un volet important du Pacte vert - a été largement amputé de ses ambitions puisque les limites sur lesquelles se sont entendues les Etats-membres sont pour la plupart loin des recommandations de l'OMS alors que la pollution de l'air a provoqué 238 000 morts prématurées en Europe en 2020. Quant au second, alors que la directive sur les émissions industrielles a déjà été validée par le Conseil de l'UE et n'attend plus que le vote du Parlement, les libéraux et la droite veulent revenir sur l'accord.

Je voudrais rappeler ici, que nous, écologistes, ne faisons pas des rapports scientifiques une variable d'ajustement qu'il serait bon d'écouter lorsque cela nous chante. Précisément, nous tentons de nous faire les relais du travail de ceux qui prennent le temps de nous alerter. Lorsque la Commission européenne tourne le dos aux experts du GIEC, lorsque la France fait les yeux doux aux puits de pétrole de Vermilion, lorsque l'industrie piétine la santé et la biodiversité à coups de pesticides, nous écoutons.

Et parfois nous nous sentons bien seuls. Notamment lorsque l'Union européenne replonge dans les méandres de l'austérité budgétaire mais s'apprête à faciliter l'investissement de dizaines de milliards d'euros directement engloutis dans des projets liés aux énergies fossiles. Alors que l'Agence Internationale de l'Énergie (qui n'est pas particulièrement réputée pour être un repaire d'activistes climatiques ou de partisans de la décroissance) tire la sonnette d'alarme, et clame qu'il va de notre survie de mettre fin à l'exploitation des énergies fossiles, la Commission européenne persiste dans une politique rétrograde et publie une liste d'infrastructures énergétiques dites "d'intérêt commun" - quelle ironie ! - qui favorise notamment le développement de projets hydrogène largement alimentés par des sources fossiles. Une stratégie qui permet à l'industrie gazière de se refaire la cerise et de continuer à bénéficier de financements publics massifs, le tout sous couvert de transition écologique.

L'Europe qui protège, vraiment ? En tout cas elle n'est pas toujours visible à l'oeil nu. Comprenons que certaines et certains en doutent parfois. Pour l'heure, elle semble surtout s'attacher à protéger le marché et les grandes firmes. Même le devoir de vigilance, un des textes les plus attendus de la mandature, qui permettrait de contraindre les grandes entreprises à identifier, prévenir et atténuer les risques liés à leurs activités sur les droits humains et l'environnement, est mis en danger alors qu'un accord avait été trouvé en trilogue fin décembre 2023. Aujourd'hui certains pays membres de l'Union comme l'Allemagne, la Finlande, l'Autriche et l'Estonie pourraient mettre un frein à cette ambition.

La liste des menaces est longue. Mais loin de nous décourager elle doit au contraire nous donner de l'entrain. Car ces dernières années, nous avons assisté à des avancées historiques. Je pense notamment à l'accord trouvé au niveau européen pour la reconnaissance de l'écocide. Une victoire collective inespérée. Je pense également au règlement européen adopté contre la déforestation importée. Un immense pas, là aussi. Les défis auxquels nous sommes confrontés sont immenses. Les tenants du statu quo, voire du recul, ne nous feront aucun cadeau. Mais la mobilisation paie, toujours. Les femmes qui conquièrent des droits en

Pologne ; les humanistes qui font reculer l'extrême droite en Espagne, la vague immense pour le climat des années 2018-2019 à qui l’on doit le Pacte vert. Il ne tient qu'à nous de la faire renaître. Et de nourrir de nouveaux combats. Ne relâchons pas nos efforts. Ensemble, nous sommes une force puissante.